

DEMANDE D'OUVERTURE D'UNE PROCEDURE DE REDRESSEMENT JUDICIAIRE ou DE LIQUIDATION JUDICIAIRE (anciennement dénommée « dépôt de bilan » ou « déclaration de cessation des paiements »)

Votre dossier doit être déposé par vous-même au greffe ou par un avocat ou un mandataire muni d'un pouvoir. Un dossier reçu par voie postale n'est pas recevable (Art. R 631-1 / art. L 640-1 du code de commerce).

Il est impératif de vous munir d'une pièce d'identité lors du dépôt de la demande au greffe.

Pièces et renseignements prévus à l'article R. 631-1 (RJ) et à l'article R. 640-1 (LJ) du code de commerce (et le cas échéant,) **(à déposer en quatre exemplaires)**.

A)- la demande, dûment remplie sur laquelle doit apparaître:

- Le nombre de salariés employés au jour de la demande et le montant du chiffre d'affaires, défini conformément aux dispositions du cinquième alinéa de l'article R 123-200 du code de commerce, apprécié à la date de clôture du dernier exercice comptable,
- Le nom et l'adresse des représentants du comité d'entreprise ou des délégués du personnel habilités à être entendus par le tribunal s'ils ont déjà été désignés,
- Dans le cas où l'un ou l'autre de ces documents ne peut être fourni, ou ne peut l'être qu'incomplètement, la déclaration doit indiquer les motifs qui empêchent cette production.

B)- les annexes de la demande d'ouverture de la procédure :

- L'état chiffré des dettes avec l'indication pour chaque créancier de son identité, de son adresse et du montant de sa créance (en distinguant ce qui est échu et ce qui est à échoir) **(annexes 1 et 2)** ; pour chacune des annexes, vous n'oublierez pas de procéder à l'addition de toutes les créances, *
- La liste des salariés employés par l'entreprise au jour de la demande et le cas échéant, les montants des salaires impayés **(annexe 2 bis)**,
- L'état actif et passif des sûretés (nantissements, hypothèques...) ainsi que celui des engagements hors bilan (ou état néant) **(annexe 3)**, *
- L'inventaire sommaire des biens de l'entreprise, ainsi que les créances que vous auriez à l'égard de débiteurs **(annexe 4 et 4bis)**, *
- Une attestation sur l'honneur certifiant l'absence de mandat ad hoc ou de procédure de conciliation dans les dix-huit mois précédant la date de la demande ou, dans le cas contraire, mentionnant la date de la désignation du mandataire ad hoc ou de l'ouverture de la procédure de conciliation ainsi que l'autorité qui y a procédé **(annexe 5)**,
- S'il s'agit d'une personne morale comportant des membres responsables solidairement des dettes sociales (SNC, société en commandite simple, GIE), la liste de ceux-ci avec l'indication de leur nom et domicile **(annexe 6)**.

C)- les documents suivants :

- Les comptes annuels du dernier exercice,
- Un extrait d'immatriculation au RCS ou au Répertoire des métiers, ou, pour les auto entrepreneurs exerçant une activité commerciale ou artisanale, une copie de la déclaration auprès du Centre de Formalités des Entreprises (CFE), *
- Une situation de trésorerie datant de moins d'un mois,
- Si l'entreprise exploite une ou plusieurs des installations classées au sens du titre 1er du livre V du code de l'environnement, la copie de la décision d'autorisation ou de la déclaration.

D)- un pouvoir spécial si le déclarant n'est pas le responsable légale de l'entreprise (Cf. modèle en annexe 7)

ATTENTION : toutes les pièces ci-dessus comportant le signe « * » doivent être établies à la date de la demande ou dans les sept jours qui la précèdent.

DEMANDE D'OUVERTURE D'UNE PROCEDURE

DE REDRESSEMENT JUDICIAIRE

DE LIQUIDATION JUDICIAIRE

I – IDENTITE DU CHEF D'ENTREPRISE ET DE L'ENTREPRISE CONCERNEE PAR LA DEMANDE :

Le soussigné : *(nom, prénoms, date et lieu de naissance, domicile, nationalité)*

Assisté(e) ou représenté(e) par :

Agissant en qualité de : *(cocher la case correspondante) :*

- Commerçant – Artisan**
- Représentant légal de la société :**
Forme :

Dénomination sociale :

Siège social :
- Auto-entrepreneur exerçant une activité commerciale ou artisanale**

Déclare que mon entreprise se trouve en état de cessation des paiements depuis le
(date à partir de laquelle l'entreprise était dans l'impossibilité de faire face au passif exigible avec son actif disponible)

II –AUTRES RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ENTREPRISE :

Téléphone Mobile :

Téléphone fixe :

Télécopieur :

Adresse e-mail :

Activité principale :

Adresse de l'établissement principal :

Numéro d'identification (9 chiffres) :

Inscription à un registre :

Reg.Commerce & Sociétés - R.C.S. : oui / non

Répertoire des Métiers : oui / non

Le cas échéant, liste et adresses des établissements secondaires (avec l'indication des greffes compétents):

Nombre de salariés :

Chiffre d'affaires des 3 dernières années :

ANNEE	CHIFFRE D'AFFAIRE HT	RESULTATS

Montant total de l'actif (reporter l'addition des montants des annexes 4 et 4bis):

Montant total du passif (reporter l'addition des montants des annexes 1 et 2) :

Situation de Trésorerie :

BANQUE	N° COMPTE	ADRESSE AGENCE	SOLDE

Indiquer les raisons qui empêchent la communication de certaines pièces et/ou documents demandés :

III – LES RAISONS DE LA DEMANDE D'OUVERTURE D'UNE PROCEDURE :

RAPPEL : constitue l'état de cessation des paiements, le fait pour toute personne physique ou morale exerçant une activité commerciale ou artisanale, d'être dans l'impossibilité de faire face à son passif exigible avec son actif disponible.

ATTENTION : le débiteur qui établit que les réserves de crédit ou les moratoires dont il bénéficie de la part de ses créanciers lui permettent de faire face au passif exigible avec son actif disponible n'est pas en état de cessation des paiements.

Sauf à solliciter l'ouverture d'une procédure de conciliation, le débiteur doit demander l'ouverture d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires dans les 45 jours suivants la cessation des paiements.

En fonction de votre situation, vous pouvez solliciter :

- Soit l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire destinée à permettre la poursuite de l'activité de l'entreprise, le maintien de l'emploi et l'apurement du passif. OBJECTIF du redressement judiciaire : l'adoption d'un plan de redressement ou de cession à l'issue de la période d'observation,
- Soit l'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire si votre redressement est manifestement impossible. OBJECTIF de la liquidation judiciaire : « mettre fin à l'activité de l'entreprise ou réaliser le patrimoine du débiteur par une cession globale ou séparée de ses droits et de ses biens. »

Vous devez donner un état de votre passif exigible (dettes arrivées à échéance et pour lesquelles aucun accord avec les créanciers n'a été conclu) et de votre actif disponible (il s'agit des sommes et des valeurs dont vous pouvez immédiatement disposer, par exemple : fonds détenus en caisse, sur un compte-bancaire, effets de commerce échus ou susceptibles d'être escomptés...).

1 / Données chiffrées expliquant la cessation des paiements :

2/ Les origines de la cessation des paiements :

VOTRE DEMANDE :

Je sollicite :

l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire.

l'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire en raison :

[] de la cessation d'activité intervenue le

[] de l'impossibilité manifeste de redresser l'entreprise.

IV – REPRESENTATION DES SALARIES :

Existe t-il un comité d'entreprise? :	Oui	Non
A défaut des délégués du personnel ? :	Oui	Non
Des représentants ont-ils été désignés ? :	Oui	Non

Indiquer le nom et l'adresse du secrétaire du comité d'entreprise, ou, à défaut, du représentant des délégués du personnel :

V – CAS PARTICULIERS :

- le cas échéant, nom et adresse de l'ordre professionnel dont relève l'entreprise :
- dans l'hypothèse de l'exploitation d'une ou des installations classées au sens du titre 1er du livre V du code de l'environnement, joindre la copie de la décision d'autorisation ou de la déclaration.
- l'entreprise est-elle un établissement de crédit, une entreprise d'investissement ou un adhérent d'une chambre de compensation ?

(art. R 613.14 du code monétaire et financier): oui non

Le soussigné déclare le présent document ainsi que les pièces annexées sincères et véritables.

Fait à le
(nom, prénom, qualité et signature)

ETAT ACTIF ET PASSIF DES SURETES

ETAT ACTIF DES SURETES	Sommes :

Total :

ETAT PASSIF DES SURETES	Sommes :
NANTISSEMENTS :	
HYPOTHEQUES:	
AUTRES SURETES :	

Total :

Fait à
(Signature)

, le

INVENTAIRE SOMMAIRE DES BIENS
(Biens immobiliers et mobiliers)

BIENS	ACTIFS DISPONIBLES	ACTIFS NON DISPONIBLES

Montants totaux :

Fait à
(Signature)

, le

CREANCES SUR CLIENT A RECOUVRER

IDENTITE DU CLIENT :	Montant :	Statut pour chaque créance : échu / non échu recouvrable / irrécouvrable

Montants totaux :

Fait à
(Signature)

, le

I) ATTESTATION de l'article R.631-1 du code de commerce – RJ - (et le cas échéant R. 640-1 du code de commerce – LJ -)

Je soussigné :
atteste sur l'honneur :

(cocher la ou les cases vous concernant et le cas échéant, compléter les informations demandées)

Il n'a été désigné aucun mandataire ad hoc et il n'a été ouvert aucune procédure de conciliation dans les 18 mois précédant la présente demande,

Il a été désigné un mandataire ad hoc
Nom du mandataire ad hoc :
Date de désignation :
par le Président du Tribunal de Commerce de :

L'entreprise a fait l'objet d'une procédure de conciliation.
Nom du conciliateur :
Date de désignation :
par le Président du Tribunal de Commerce de :

II) Compléments à remplir uniquement dans le cadre d'une demande de liquidation judiciaire :

a) Filiation :
Nom et prénom du père :
Nom et prénom de la mère:

b) Je demande qu'il plaise au Tribunal bien vouloir procéder dans les meilleurs délais à la clôture de la procédure de liquidation judiciaire (durée de la procédure : 1 an s'il s'agit d'une liquidation judiciaire simplifiée ; généralement 2 ans s'il s'agit d'une liquidation judiciaire « ordinaire »)

Je souhaite que la convocation par lettre recommandée avec accusé de réception me soit envoyée le moment venu à l'adresse suivante :

.....
.....
.....

En cas de changement d'adresse, je m'engage à la communiquer sans délai au greffe.

Fait à _____ , le _____
(Signature)

**CAS PARTICULIER DES PERSONNES MORALES COMPORTANT DES MEMBRES
RESPONSABLES SOLIDAIREMENT DES DETTES SOCIALES
(SNC – Sté en commandite simple – GIE)**

Liste des membres concernés :

Nom (+ pour les femmes mariées, nom d'épouse)	Prénoms:	Domicile personnel (adresse complète)

Fait à
(Signature)

, le

POUVOIR SPECIAL

EN VUE DU DEPOT D'UNE DEMANDE D'OUVERTURE DE PROCEDURE

Je soussigné (e) :
(nom et prénoms du dirigeant de l'entreprise concernée)

Demeurant à :

exerçant en nom propre

Agissant en qualité de représentant légal de la société :

- forme juridique et dénomination sociale de l'entreprise :

- adresse du siège social :

- numéro unique d'identification (n° Siren) :

Donne pouvoir à :

(nom, prénoms et domicile du mandataire = personne ayant reçu le pouvoir)

.....
.....
.....

A l'effet de signer et déposer au greffe du tribunal de commerce, en mon nom et pour le compte de l'entreprise susvisée une demande d'ouverture :

de procédure de redressement judiciaire

de procédure de liquidation judiciaire

Fait à, le

Le mandant
(signature et mention manuscrite
« Bon pour pouvoir »)

Le mandataire
(signature et mention manuscrite
« Bon pour accord »)

Joindre la copie d'une pièce d'identité du mandant et du mandataire.

